

**“ Le défi pour tout socialiste, ce n'est pas seulement la révolte contre l'injustice ; c'est de trouver les moyens de rendre la société plus juste ”**

# La lettre de SOCIALISME & DEMOCRATIE



Lettre hebdomadaire No. 104 - du 20 février 2007 -- Directeur de la publication : Alain Bergounioux -- sixième année

## **L'édito** **L'économie française est à l'arrêt** par **Dominique Strauss-Kahn**



Notre croissance est atone depuis cinq ans. Nous sommes à la traîne vis-à-vis de nos principaux partenaires. C'est notre autorité sur la scène européenne et mondiale qui en est directement affectée. On écoute un pays qui réussit, on ignore un pays qui échoue. Aujourd'hui, la voix de la France ne porte plus.

Le pouvoir d'achat stagne, quand il ne régresse pas. Jamais les inégalités ne se sont autant accrues que dans la décennie qui vient de s'écouler. Inégalités dans le logement, dans l'éducation, dans l'accès à l'emploi et aux soins. Pour la première fois dans notre histoire, les parents estiment que leurs enfants vivront moins bien qu'eux.

Voilà pour le constat, peu reluisant. Pour relever les défis qui attendent la France et l'Europe de demain, nos concitoyens ont le choix entre deux projets de société, deux rapports à la politique que tout oppose.

Celui de Nicolas Sarkozy. Celui du candidat sortant, le “candidat du passif” pour reprendre la célèbre formule de François Mitterrand. On ne compte plus les échecs des gouvernements auxquels il a participé, comme ministre de l'Intérieur, ministre de l'Economie et tout puissant président de l'UMP.

Echec sur le front de l'emploi. Les pathétiques contorsions du gouvernement pour masquer maladroitement les mauvais chiffres du chômage ne trompent personne. « Ça baisse ! », nous disent-ils à chaque conférence de presse. Ce qui baisse, c'est le nombre d'emplois, pas le chômage. Le CNE n'y a rien changé. Il a simplement jeté des centaines de milliers de salariés sur le chemin de la précarité.

Incapacité à préparer l'avenir. Notre recherche agonise lentement. Les gouvernements successifs n'ont pas répondu aux appels répétés de nos chercheurs. Pourtant, l'avenir de notre économie est là. La course à la compétitivité-prix avec la Chine ou l'Inde est une voie sans issue. C'est une course perdue d'avance. Nous ne pouvons pas lutter face à une main d'œuvre dix fois, vingt fois moins chère. Ce renoncement est inacceptable.

Irresponsabilité face aux générations futures. Le clientélisme électoral et la multiplication des cadeaux fiscaux pour les plus favorisés ont creusé les déséquilibres de nos comptes publics. En plus d'être socialement injustes, ces mesures ont été économiquement inefficaces. La dette de la France a explosé alors que nous l'avions stabilisée et fait reculer. Or, elle est l'ennemie de la gauche. Elle limite les capacités redistributives de l'Etat envers les plus défavorisés. C'est une incroyable machine à redistribuer à l'envers puisque les intérêts de la dette sont payés par tous les contribuables aux Français les plus riches. En outre, elle fait peser sur nos enfants la responsabilité de nos choix.

Un insupportable mensonge, enfin. Selon Nicolas Sarkozy, il y aurait deux France, celle des producteurs et celle des profiteurs. Son projet se résumerait à un credo simple –simpliste diraient certains : remettre la France au travail. Mais ses actions passées et le projet qu'il porte révèlent sa vraie nature. En promettant la suppression des droits de succession et de l'ISF, il veut faire de l'économie française une économie de la rente. Une mystification de plus.

Le chemin tracé par Nicolas Sarkozy est derrière lui. Les Français les plus modestes en ont déjà payé le prix.

Face au renoncement affiché de la droite, les socialistes ont choisi la responsabilité et un discours de vérité pour répondre à l'urgence économique.

D'abord, investir dans l'économie de la connaissance, c'est-à-dire l'éducation et la recherche. Parce que gouverner, c'est prévoir. Nous accusons un retard coupable dans ce domaine, notamment face aux Etats-Unis. La stratégie de Lisbonne est restée lettre morte faute de volonté politique. Nous ne pouvons plus attendre. Financer la recherche publique et privée, soutenir le développement de nos PME : c'est une politique de long terme qu'il nous faut engager en concentrant nos efforts sur les secteurs à forte valeur ajoutée. De la réussite de cette stratégie dépend la croissance de demain. Le temps presse.

Ensuite, l'Europe. Le manque de coordination des politiques économiques de l'Union coûte aux pays de la zone Euro presque un point de croissance par an ! Chacun pointe du doigt la Banque Centrale Européenne et le dogme de l'inflation zéro. Mais nous avons pourtant les moyens d'agir ! Nous pouvons retrouver nos marges de manœuvre en instituant un gouvernement économique de la zone Euro et en introduisant, dans les statuts de la BCE, des objectifs de croissance de d'emploi. Nous avons réussi la monnaie unique. A nous d'en faire un instrument efficace au service des Européens.

Enfin, l'état de nos finances publiques. Il faut que nous ayons le courage de réhabiliter l'impôt. Il y aura des décisions difficiles à prendre. L'objectif que nous

devons nous fixer est celui, dans un premier temps, de la stabilisation de notre dette en maintenant le niveau des prélèvements obligatoires. Pour réussir ce pari, nous devons mettre la fiscalité au service de nos priorités. En réformant en profondeur, par exemple, le calcul de l'impôt sur les sociétés, de sorte que les investissements et les comportements favorables à l'emploi soient récompensés.

Voilà les principaux chantiers que Ségolène Royal a présenté aux Français. Elle en a fait un pacte présidentiel, ce qui n'est pas pour me déplaire. Elle a mis au fronton de son discours la vérité vis-à-vis de nos finances publiques, ce qui me satisfait.

Mais au-delà de ce programme riche en actions, il est déterminant pour la réussite de notre projet : redonner la confiance. Car un pays qui redoute, c'est une économie qui doute.

C'est en replaçant la France au centre du jeu européen, en faisant d'elle l'une des économies les plus compétitives et redistributives au monde, que nous restaurerons la confiance des Français dans l'avenir.

Telle sera la première mission du prochain Président de la République.

Avec Ségolène Royal, les socialistes y sont prêts.



- LA CÉRÉMONIE DES ADIEUX
  - LE DISCIPLE
  - LE TROISIÈME HOMME



## La cérémonie des adieux

Une ultime et étrange révision constitutionnelle, noyant au milieu de la peine de mort et de la Nouvelle Calédonie la grande question qui aura hantée sa présidence – le statut pénal du chef de l'Etat –, des confidences télévisuelles dépourvues de tout message et même de l'émotion annoncée, un sommet franco-africain pour faire une dernière bise aux vieux amis,...à peine commencée, la cérémonie des adieux de Jacques Chirac ressemble déjà à son règne: elle ne sert à rien, elle ne dit rien, elle ne laissera rien.

Mitterrand croyait aux forces de l'esprit et ne nous abandonnerait pas, les Chirac quittent avec un brin de mélancolie l'Elysée où ils se sentaient bien. Et même si quelques auteurs estimables font un effort méritoire pour nous redire, encore une fois, à quel point ce Président aura été un mystérieux inconnu qui gagnait à être connu, on ne peut s'empêcher, quand on croit encore qu'une vie politique peut éventuellement avoir un sens, de s'interroger sur celle d'un homme qui aura été entièrement dédiée à la conquête d'un pouvoir dont il n'aura rien fait.

Soyons juste : repensant à Jacques Chirac, dans quinze ou vingt ans, nous porterons à son actif la reconnaissance de la responsabilité de l'Etat français dans la déportation des juifs de France et l'opposition, au nom de la France, à cette folle guerre américaine aux conséquences incalculables. Pour le reste, nous nous souviendrons d'un président qui aura passé son temps à « reprendre la main », à lancer « des chantiers », à nommer des hommes, à tancer des ministres, bref à se mettre en scène, à travers une rhétorique vide, inconséquente, juste pour être là, juste pour exister. D'un président qui, de la dissolution au référendum, aura massacré tous ses pouvoirs, et aura laissé une France affaiblie, en panne de projet, en perte d'influence dans le monde et la construction européenne ; d'un président qui aura surtout apporté, par ses revirements cyniques et ses obstinations incompréhensibles, une contribution personnelle majeure à la crise de confiance traversé par le système politique français de ce début de siècle.

## Le disciple

De Chirac, on se souviendra peut être aussi qu'il aimait les campagnes, et que dans une élection promise d'avance à la droite, il gagna sa primaire en promettant, contre un Balladur qui n'offrait que de la sueur et des larmes,

d'augmenter les dépenses et de réduire les impôts.

Voilà qui nous rappelle quelqu'un...Sarkozy a conquis son leadership sur la droite en mettant les barons chiraquiens à genoux comme Chirac l'avait fait en son temps avec les vieux barons gaullistes. Mais s'il donne plus de cohérence apparente à son discours, si son ton a quelque chose de plus personnel, s'il paraît parfois plus habité par ses convictions, c'est-à-dire plus sincèrement à droite que Chirac, sa rupture méthodologique est en effet loin d'être totale. Sarkozy a achevé Chirac mais il a récupéré au passage la tunique du « camelot efficace », selon la formule de Laurent Fabius : celui qui, par temps d'élection, ne lésine surtout pas sur la dépense et ne s'embarrasse guère de cohérence. Sarkozy le disciple est même, en la matière, plus fort que Chirac : lui règle votre problème en direct à la télévision si vous lui demandez et vous donnez la peine de passer le voir après l'émission.

Le pari est toujours le même : les électeurs, ces braves gens incrédules, préféreront toujours, à ceux qui leur expliquent par a plus b qu'on ne peut résoudre tous les problèmes à la fois, celui qui leur donne l'espoir de résoudre le leur, pour peu qu'il maîtrise, bien sûr, l'art d'accommoder ses mensonges de la petite sauce qui vous donne envie de le croire ou de le pardonner.

Mais, précisément parce que le souvenir du fiasco chiraquien traîne dans les mémoires, l'affaire pourrait, cette fois, être plus compliquée qu'en 1995. La fausse promesse est un risque pour celui la croit, mais aussi pour celui qui la tient si la démystification arrive plus tôt que prévue. Sarkozy, de ce point de vue, est mal tombé : il y a plein de gens en 2007 qui se piquent soudain de vouloir chiffrer les programmes. Les temps sont durs pour les bonimenteurs: blogueurs et Institut de l'Entreprise passent désormais chacune de vos dépenses à la moulinette de la crédibilité financière.

Sans doute est-ce pour prévenir ce risque que les « budgétaires » de l'UMP, se sont d'ailleurs empressés, la semaine dernière, de « raboter » dans les largesses inconsidérées du programme du patron. La baisse des prélèvements, clé de voûte de la « libération » sarkozyenne, perd trois points au passage et se trouve considérablement étalée, autrement dit, dans la France d'aujourd'hui, enterrée. Chacun appréciera le sens de cet « ajustement ». On peut dire que c'est bien « joué ». Mais la démocratie est-elle un jeu ? Et qu'aurait-on dit de sa compétence et de son sérieux si Ségolène Royal avait renié 68 milliards en une après midi ?



## Le troisième homme

Chacun l'a bien compris : le « troisième homme », dans l'imaginaire de l'élection présidentielle française, ce n'est pas le médaillé de bronze. Le troisième homme, c'est celui qu'on ne voit pas tout de suite mais dont l'ombre imposante s'accroît peu à peu le long du mur et qui devient, comme dans le film de Carol Reed, la clé de l'énigme, le véritable héros. En bref, celui qu'on attend pas, mais qui à la fin, rafle la mise.

Bayrou a quelques atouts pour endosser le rôle. Il se pose en candidat anti-système, mais à la différence de tous ses compagnons provisoires de la galaxie protestataire, il appartient à la catégorie des ministres, des gens qui veulent bien gouverner, qui l'ont déjà fait et veulent bien le refaire. Là où Le Pen, malgré ses efforts pour se repeindre en vieux lion patelin de centre droit, reste sulfureux, infréquentable, et structurellement assigné à son ghetto politique, Bayrou incarne le fantasme du centre, du « juste milieu », qui, de temps à autre, revient faire un petit tour dans la vie politique française. Là où Le Pen ne voit que des « pourris » à droite et à gauche, Bayrou nous dit qu'il y a des gens bien de part et d'autres, ce qui, convenons-en, est beaucoup plus positif.

La tentation se fait jour alors dans une partie de l'électorat de gauche de prendre Bayrou pour battre Sarkozy. Le béarnais l'a compris, qui interrogé chez Christine Ockrent sur son premier ministre, confie qu'il a des noms en tête pour le job du côté de la gauche mais qu'il peine davantage du côté de la droite.

Alors, Bayrou candidat de la gauche française pour battre Sarkozy ?

### A propos du sondage donnant Bayrou vainqueur au 2ème tour :

#### “grotesque”

PARIS, 19 fév 2007 (AFP) - Jean-Christophe Cambadélis (PS) a jugé lundi “pour le moins grotesque” le sondage donnant l'UDF François Bayrou vainqueur au second tour, quel que soit son adversaire.

Dans un communiqué, le député de Paris se demande “comment un candidat qui selon le même institut de sondage, n'est pas au second tour, pourrait battre tout le monde au second tour justement”.

“Comment croire que la gauche de la gauche voterait pour

La faribole ne résiste pas à la réalité des faits qui, en politique comme en économie, sont têtus: François Bayrou est un homme de droite et s'il n'exprime certes plus l'affrontement manichéen du bien et du mal, le clivage gauche / droite continue de structurer en profondeur le champ politique. C'est pourquoi Jean Pierre Chevènement qui caressa lui aussi un temps, à sa manière, et avec le même succès provisoire, cette idée du « dépassement », est revenu dans son camp, c'est-à-dire au côté de la candidate socialiste.

Demain, si Bayrou parvenait, en agrégeant des voix de gauche baladeuses à celles de l'électorat UDF, au second tour face à Sarkozy, il n'aurait pas forcément plus de chances de battre ce dernier que Poher n'a pu vaincre Pompidou, parce que le reste de la gauche ne pourrait pas se mobiliser pour choisir entre la droite et la droite. Et si un Président de centre droit gagnait quand même l'élection présidentielle, il est douteux qu'il puisse jamais gouverner avec un parti socialiste dont tous les Congrès récents ont montré qu'il récusait, jusqu'à le chercher même là où il n'est pas, le social libéralisme. La guerre froide est terminée, et, qu'on se le dise, il n'y a pas de motif valable ni de chemin politique, aujourd'hui en France, pour une expérience socialo-centriste. Jacques Delors l'avait compris en 1994, lorsqu'il avait renoncé à se présenter.

Il n'y a pas de troisième homme dans cette présidentielle. Comme l'a rappelé Ségolène Royal à TF1, cette élection est simple: il y a une femme et un homme, la gauche et la droite, deux visions de la société, et de l'issue seule de cet affrontement dépend l'avenir du pays.



ce dernier alors qu'elle a déjà du mal à se reporter sur le Parti Socialiste ?”, ajoute le responsable.

“Il est déjà difficilement acceptable qu'un sondage fait le samedi, soit publié le mardi pour donner un sens négatif à l'émission de Ségolène Royal du lundi soir sur TF1”, ajoute M. Cambadélis. “Mais là, on atteint l'inadmissible ou le grotesque”.

Selon un sondage IFOP réalisé du 13 au 15 février, dans l'hypothèse où M. Bayrou parviendrait au second tour, il l'emporterait aussi bien face à Ségolène Royal (54% contre 46%), que face à Nicolas Sarkozy (52% contre 48%).



**Le manifeste social-démocrate : faites-en votre affaire !**

**[http://www.blogdsk.net/manifeste\\_socialdmocrate/](http://www.blogdsk.net/manifeste_socialdmocrate/)**



## Tout est histoire de point de vue...

**Par Jean-Jacques Urvoas**

Président du Groupe Socialiste au Conseil Régional de Bretagne  
Premier secrétaire du PS dans le Finistère

Chaque élection présidentielle est différente. Et celle de 2007 témoigne déjà d'une particularité : son rythme accéléré. Il y a 5 ans, au début février, les principaux candidats ne s'étaient pas encore déclarés, les Français avouaient se désintéresser de l'enjeu, et les médias en étaient réduits à créer une artificielle quête du « troisième homme »...

Aujourd'hui, Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy se mesurent depuis déjà deux mois, au point que, ces deux dernières semaines, les éditorialistes de la presse parisienne ont même identifié un premier « tournant » dans la campagne : le « trou d'air » que connaît la prétendante socialiste dans les sondages.

Est ainsi illustré ce qui marquera sans doute cette compétition : le fait que l'espace public se structure autour du rôle central de l'image dans le domaine de l'information, et de l'influence de sondages érigés comme acteurs à part entière du système de communication. Sont ainsi placés au même niveau de légitimité le candidat, le journaliste et le sondage. Tout l'enjeu réside alors dans la maîtrise de l'interprétation de l'actualité...

Nicolas Sarkozy semble l'avoir intégré au point d'inverser le rapport classique entre la communication et l'action. Pour lui, peu importe ce qui est fait, ce qui compte c'est ce qui est dit. La communication devient l'action politique, totalement détachée du réel. Agir, c'est montrer : montrer Sarkozy à Rungis, comme hier Sarkozy à Sangatte, Sarkozy à Ajaccio, Sarkozy à La Courneuve, Sarkozy à Londres. On dirait les albums que lisait ma sœur quand elle était gamine : Martine à la plage, Martine à la ferme, Martine fait du cinéma... Par excès de confiance en lui, le candidat de l'UMP, convaincu que la politique est devenue affaire d'annonces, espère que l'électeur aura, comme le poisson rouge, une mémoire de cinq secondes pour pouvoir continuer à promettre un peu plus chaque jour. En fait, il a adopté une stratégie consistant à co-produire l'agenda médiatique.

Ségolène Royal procède différemment. Elle ne combat pas cet âge médiatique mais elle ne croit pas que la politique soit réduite aux caquets. Persuadée que le 21 avril 2002 est le révélateur d'une crise démocratique ouverte et que cette blessure hante encore l'esprit et le cœur de chaque Français, elle revient aux sources. C'est-à-dire bien sûr à la tradition la plus ancienne, celle de la démocratie athénienne : écouter pour bâtir avec les citoyens une République vivante, autour de leurs expériences les plus

personnelles et les plus sociales. Mais elle renoue aussi avec la gauche des origines, celle de Proudhon et de Fourier, des utopistes et de l'anarcho-syndicalisme, qui rêvaient de réinventer une société vraiment juste. Leurs méthodes reposaient déjà sur un processus radicalement démocratique, avant que ne survienne le verrouillage léniniste.

Et loin de l'éclat des médias audiovisuels, aux antipodes des recettes des faiseurs de rois traditionnels, cela fonctionne. Ainsi dans le Finistère, 60 débats participatifs (160 en Bretagne) ont été organisés, rassemblant autour de 2500 personnes, et tous ceux qui y assistèrent (y compris les journalistes de la presse écrite régionale) furent frappés par le nombre élevé de participants et le goût de la parole retrouvée. Loin des incantations, ensemble, ils cherchaient à inventer l'avenir, à débattre pour construire les réformes que nous ferons demain.

Alors, bien sûr, cette patiente mise en mouvement des territoires ne fut pas perçue par la presse nationale qui, oublieuse du funeste premier tour de 2002, s'obstine à transformer l'élection en course hippique où la place du cheval finit par avoir plus d'importance que son pedigree et la qualité du jockey. Elle n'apparaît pas dans les enquêtes d'opinion qui ne sont ni hasard, ni spéculation, mais simplement un témoin des états d'âme des électeurs. Mais pour pouvoir agir juste, pour devenir porte-parole de ceux qui souffrent, des chômeurs, des précaires, de ceux qui n'arrivent plus à joindre les deux bouts, de ceux qui se sentent dévalués ou pressurés dans leur travail, des classes moyennes déclassées, ne faut-il pas d'abord écouter ?

La candidate socialiste fut inaudible ? Elle estimait simplement qu'en démocratie, le pouvoir tire sa légitimité du consentement des gouvernés. Cela nécessite d'entendre l'autre, d'établir une relation, de créer un échange. Puis ensuite vient le temps du dialogue et du partage. Nous venons de vivre la première étape dont la réussite nous permet d'entrer dans la seconde.

La droite se moque de nos débats ? Grand bien lui fasse. Tout est toujours affaire de point de vue. Celui qui regarde la Loire à sa source sur le Mont Gerbier des Joncs est loin d'imaginer la largeur de l'estuaire qui se jette dans l'océan à Saint-Nazaire...





Une initiative pour la défense des droits de l'Homme au Maghreb

Dix ans après le lancement du processus de Barcelone, le mouvement de jeunesse RéSo, Réformistes & Solidaires, a lancé un appel pour la constitution d'une véritable communauté euro-méditerranéenne.

Dans un Manifeste intitulé « Pour une nouvelle alliance entre les jeunes des deux rives de la Méditerranée », l'association RéSo invite l'Europe et le Maghreb à se tendre la main : « Nous, jeunes d'Europe et du Maghreb, sommes en effet convaincus qu'un nouvel espace de solidarité et de coopération peut voir le jour, dès lors que les sociétés civiles travailleront ensemble à leur rapprochement et à la conquête de nouveaux droits ».

Ce Manifeste a déjà été signé par une vingtaine d'organisations de jeunesse d'Europe et du Maghreb dont l'Institut de la Méditerranée de Rome (Italie), l'Association des Travailleurs Maghrébins de France Aix en Provence (France), l'ONG Reper (République Tchèque), le Forum Social Algérien, le Syndicat National Autonome des Personnels de l'Administration Publique (Algérie), l'Association des chantiers de jeunesse (Maroc), Yasmine – Le comité tunisien des deux rives (Tunisie)...

De nombreuses personnalités politiques de la gauche européenne ont aussi apporté leur soutien à cette initiative : les parlementaires socialistes Pasqualina Napoletano, Michel Rocard, Pierre Moscovici, Adeline Hazan, Pierre Schapira, Catherine Trautmann ou encore Kader Arif mais aussi le Vert Alain Lipietz, le belge Pierre Jonckheer, la néerlandaise Margrietus Van Den Berg ainsi que les députés Jean-Christophe Cambadélis ou Elisabeth Guigou.

Autour du portail Internet <http://www.euro-magheb.eu>, plusieurs initiatives visant à sensibiliser l'opinion publique et les responsables politiques à la nécessité de rapprocher les deux rives de la Méditerranée seront prises dans les semaines qui viennent.

Pour signer le Manifeste de Réso : <http://www.re-so.net> ou <http://www.euro-maghreb.eu>.

**Chaque semaine, de nouveaux abonnés,**

faites connaître autour de vous, rejoignez-nous,  
exprimez-vous, Contactez-nous :  
[lettre@socialisme-et-democratie.net](mailto:lettre@socialisme-et-democratie.net)

Par téléphone : 01 53 63 40 03 (Damien)  
01 40 63 68 57 (Karine)

Par courrier : Socialisme & Démocratie -7, rue de la Planche 75007 Paris

**CETTE LETTRE EST AUSSI LA VÔTRE, LISEZ-LA, DIFFUSEZ-LA, PARLEZ-EN, CONTRIBUEZ-Y**

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

TÉLÉPHONE

MAIL

ABONNEMENT 15 EURO

SOUTIEN

30 EURO